

# **GE\_GERICHTE JTAPI/492/2025 vom 9. Mai 2025**

GE Cour de justice, 2025-05-09, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge\\_gerichte\\_JTAPI\\_492\\_2025](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_JTAPI_492_2025)

FR: GE\_GERICHTE JTAPI/492/2025 du 9 mai 2025

IT: GE\_GERICHTE JTAPI/492/2025 del 9 maggio 2025

## **Erwägungen**

### **E. 15**

En l'espèce, il ne fait pas de doute que les conditions légales d'une mesure d'interdiction territoriale au sens de l'art. 74 al. 1 let. a LEI sont réalisées, puisque M. A\_\_\_\_\_ n'est titulaire d'aucune autorisation de séjour en Suisse et que son comportement, en raison duquel il a été condamné par ordonnance pénale du Ministère public du 14 avril 2025, indique qu'il menace la sécurité et l'ordre public.

### **E. 16**

S'agissant de la proportionnalité de la mesure, dont le conseil de M. A\_\_\_\_\_ a demandé la réduction, les différentes condamnations pénales dont il a fait l'objet depuis le mois de mai 2024 ont été correctement pris en considération par le commissaire de police pour fixer la durée de son éloignement du territoire cantonal. En effet, la jurisprudence rappelée plus haut indique clairement qu'une durée inférieure à douze mois n'est admise dans la pratique que dans des cas de peu de gravité et lorsqu'il n'y a pas d'antécédents, ou alors pour des infractions de très peu d'importance. Tel n'est pas le cas en l'espèce.

### **E. 17**

Partant, le tribunal confirmera l'interdiction de pénétrer dans une région déterminée prise à l'encontre de M. A\_\_\_\_\_ pour une durée de douze mois.

### **E. 18**

Conformément à l'art. 9 al. 6 LaLEtr, le présent jugement sera communiqué à M. A\_\_\_\_\_, à son avocat et au commissaire de police. En vertu des art. 89 al. 2 et 111 al. 2 de la loi sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF - RS 173.110), il sera en outre communiqué au secrétariat d'État aux migrations.

- 8/9 - A/1390/2025

### **E. 19**

Un éventuel recours déposé contre le présent jugement n'aura pas d'effet suspensif (art. 10 al. 1 LaLEtr).

- 9/9 - A/1390/2025

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.